

RAPPEL DES RECOMMANDATION DU SEMINAIRE DE GRAND BASSAM DE MAI 2004

RAPPEL DU CONTEXTE

Du 26 au 28 mai 2004 s'est tenu à l'IIAO de Grand-Bassam, le séminaire International sur la Certification du Cacao de Côte d'Ivoire.

Le séminaire était placé sous le haut patronage du Président de la République, Son Excellence Laurent GBAGBO et sous la présidence effective du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de Réconciliation Nationale représenté par le Ministre de la Fonction Publique et de l'Emploi, le Professeur Hubert OULAYE. Les travaux techniques en plénière se sont déroulés sous la supervision de Son Excellence l'Ambassadeur Guy Alain GAUZE, Conseiller Spécial du Président de la République.

Environ 220 experts de la communauté cacaoyère, comprenant notamment :

- Autorités gouvernementales nationales et internationales ;
- Industrie locale et internationale du chocolat ;
- Agences internationales ;
- Pays producteurs et consommateurs ;
- Producteurs de cacao ;
- Structures de gestion et d'encadrement ;
- Société civile ;

ont pris part à ce séminaire.

Sur la base des présentations faites en plénière, cinq commissions ont travaillé en ateliers sur les thèmes suivants :

- Cadre juridique de la lutte contre le travail des enfants dans le secteur agricole ou en milieu rural;
- Aspects technico-économique du travail des enfants dans la cacaoculture en côte d'Ivoire;
- Impacts sociaux du travail des enfants dans la culture du cacao en Côte d'Ivoire et réponses publiques et communautaires
- Concept, propositions d'éléments d'élaboration et processus de mise en œuvre de la certification ;
- Stratégie de communication.

Au niveau de chaque atelier la démarche a généralement consisté à faire un état des lieux, avant de formuler des recommandations.

LES RECOMMANDATIONS

I- Au plan juridique,

- **Mesures à court et moyen terme**

- Prendre des dispositions législatives pour rendre l'école obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans et prévoir des mesures d'accompagnement adaptées.

- **Mesures urgentes**

- Prendre une loi spécifique en matière de lutte contre le travail des enfants dans le cadre de la cacaoculture, au besoin par voie d'ordonnance.
- Renforcer les capacités de l'inspection du travail afin qu'elle puisse contribuer efficacement à la lutte contre les pires formes de travail des enfants.
- Mettre en place une politique pénale très hardie en matière de trafic et d'exploitation des enfants en s'appuyant sur les dispositifs textuelles existantes.

II- Au niveau technico-économique

- Lancer le processus de consultation pour la définition et l'identification des "pires formes de travail" conformément à l'article 3D et 4 de la convention 182, avec l'appui de la communauté internationale ;
- Mettre en œuvre un programme d'information et de sensibilisation spécifique aux planteurs sur le travail des enfants et ses risques ;
- Intensifier le programme de renforcement des capacités des coopératives agricoles.

III- Au plan social

- Intensifier la lutte contre le trafic et l'exploitation des enfants ;
- Renforcer le cadre juridique spécifique sur la question du travail des enfants en cacao –culture ;
- Développer et renforcer les infrastructures socio-éducatives en milieu rural ;
- Concevoir et mettre en œuvre des programmes de prise en charge, de retrait et de réinsertion des enfants victimes de travail et de trafic.

V- Relativement à la stratégie ou la politique de communication pour la certification,

Les actions suivantes ont été recommandées :

- Réponse du Gouvernement Ivoirien à la requête faite par les Etats-Unis le 03/06/2004 au plus tard et assurer le suivi de cette requête ;
- Sensibilisation des producteurs sur les pires formes du travail des enfants ;
- Mise en place d'une stratégie de communication sur le cacao.